

L'Espace Mont-Blanc

Depuis vingt ans, l'Espace Mont-Blanc a initié de nombreuses actions pour un développement durable du territoire, trait d'union entre la Vallée d'Aoste (IT), le Valais (CH) et les Pays de Savoie (FR). Pour aller plus loin dans cette coopération, la Conférence transfrontalière Mont Blanc a décidé, le 18 décembre 2012, de créer un groupement européen de coopération territoriale "Espace Mont-Blanc". Suite à un premier schéma de développement durable de l'Espace Mont-Blanc, outil d'aide à la décision créé en 2005, un plan intégré transfrontalier (PIT) a été mis en place dans le cadre du programme ALCOTRA* : 12 millions d'euros sont actuellement investis jusqu'en 2013 autour de 6 thèmes prioritaires au niveau transfrontalier : la gestion environnementale du massif, les énergies renouvelables, le transport collectif, la randonnée,

l'éducation à l'environnement et les produits du terroir. Pour pérenniser les actions et être reconnu comme interlocuteur central de la coopération, l'Espace Mont Blanc souhaite aujourd'hui se doter d'un statut juridique et d'outils de gouvernance efficaces. Concrètement, l'élaboration d'un plan de gestion franco-italo-suisse est l'un des objectifs majeurs. Le second est de doter les instances de coopération d'un instrument juridique, sous la forme d'un GECT, pour être en mesure d'amplifier les actions et d'optimiser les moyens, au service du développement durable de cet espace "remarquable".

** Une spécificité du programme ALCOTRA est la définition de trois types de projets : les projets simples, les projets stratégiques et les PIT. Sur la frontière franco-italienne, sept PIT définissent des ensembles pluri-thématiques de projets avec un objectif commun de développement économique et social pour un territoire spécifiquement transfrontalier.*



Concertation nationale pour préparer 2014-2020

Une concertation nationale a été lancée le 20 décembre par la DATAR¹ dans le cadre de la programmation des fonds européens 2014-2020 et de la rédaction, au niveau national français, de l'accord de partenariat². L'objectif est d'associer les autorités publiques compétentes, ainsi que les acteurs économiques, sociaux et issus de la société civile. 300 partenaires ont ainsi été invités à s'exprimer, avant fin janvier, par le biais d'un "document de concertation", pour analyser les enjeux stratégiques et les thématiques centrales

du prochain accord de partenariat. Le réseau de la MOT a contribué³ activement à cette concertation afin de mettre en avant les problématiques transfrontalières⁴. Dans ce processus, une avancée majeure soutenue par la MOT est que la coopération territoriale apparaît dorénavant comme une priorité, tant au niveau des thématiques qu'au niveau des enjeux territoriaux transversaux. Entre avril et mai 2013, le grand public pourra s'exprimer à son tour via le site Internet : www.partenariat20142020.fr.

Des séminaires de travail thématiques et territoriaux seront organisés, avant un séminaire final de restitution en juillet.

¹ Et l'Instance nationale de préparation de l'accord de partenariat à laquelle participe la MOT.

² L'accord de partenariat est un document national qui définit les orientations stratégiques qui guideront la mise en œuvre des fonds (notamment dans le cadre des programmes Interreg).

³ Contribution disponible prochainement sur le site de la MOT.

⁴ Autre contribution importante de la MOT à ces enjeux : la publication d'un guide méthodologique "Articuler la politique de cohésion, les dispositifs de gouvernance et les logiques territoriales transfrontalières" (voir l'article page 3).

ÉVÈNEMENTS

AG et conférence-débat de la MOT

L'Assemblée générale de la MOT se tiendra le 25 avril 2013 à Strasbourg, à l'invitation de la Communauté urbaine de Strasbourg, adhérente au réseau de la MOT.

Le 24 avril, comme chaque année, une conférence débat sera organisée sur le thème : "2014-2020 - pour une coopération transfrontalière au service des citoyens".

FEVRIER - MARS

Séminaire "Politique de cohésion européenne 2014-2020", le 8 février à Figueras, table ronde : "Défis des territoires transfrontaliers 2014-2020"

Réunion annuelle de la Plateforme GECT du Comité des Régions, le 25 février 2013 à Bruxelles

Événement annuel du Programme INTERREG IVA 2 Mers, les 14 et 15 mars 2013 à Rotterdam

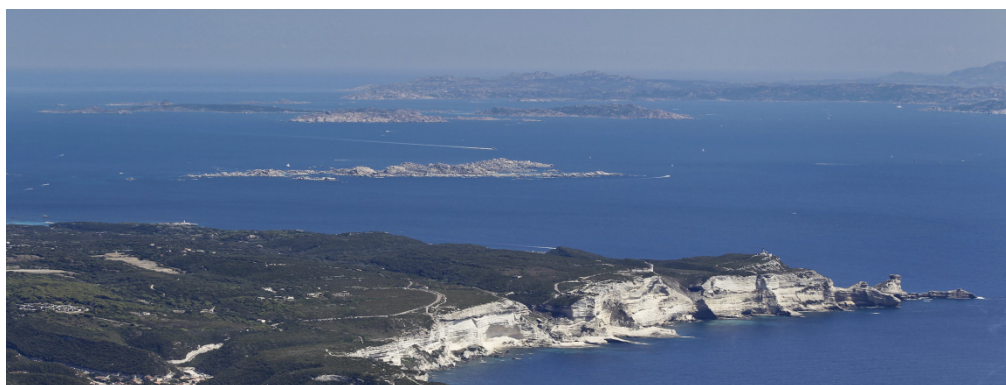
Séminaire pôles métropolitains et enjeux transfrontaliers, le 19 mars 2013 à Metz

4^{ème} Forum de la Manche, le 20 mars 2013 à Caen

Conférence du projet TRION : "Réussir la performance énergétique des bâtiments : quelles solutions économiques et sociales dans le Rhin Supérieur ?", le 21 mars 2013 à Colmar

Plus d'infos : www.espaces-transfrontaliers.eu

Premier GECT pour un parc marin international transfrontalier



Le 7 décembre 2012, le parc marin international des Bouches de Bonifacio a pris la forme d'un GECT, marquant la création du premier de ce genre pour mettre en œuvre des politiques environnementales de l'UE au niveau transfrontalier, avec des implications dans le domaine du transport maritime et du droit international de la mer. Cette création intervient vingt ans après l'adoption du protocole franco-italien définissant les modalités de mise en œuvre de ce projet d'envergure.

A cette occasion, les présidents de l'office de l'environnement de la Corse* et du parc national de l'archipel de La Maddalena ont procédé à la signature de la convention européenne et des statuts constitutifs du GECT. Ce dernier sera chargé de promouvoir la protection, la gestion et la valorisation conjointe des ressources

naturelles et culturelles des Bouches de Bonifacio, afin de mettre en œuvre une stratégie commune en matière de développement durable de cet espace de coopération.

L'approche est de considérer désormais les Bouches de Bonifacio comme une "unité morpho-fonctionnelle" susceptible de favoriser la compréhension de certains processus et de définir une gestion mieux appropriée afin d'affronter des problématiques à grande échelle qui s'affranchissent des frontières étatiques.

Au cœur de sa mission, le GECT pourra ainsi favoriser l'émergence de solutions concertées autour de problématiques de gestion difficiles à résoudre à l'échelle de chaque aire marine protégée, comme par exemple celles liées aux flux touristiques (sur-fréquentation, impact des ancres des bateaux de

plaisance, pêche maritime de loisir...).

Par ailleurs, le renforcement de la coopération internationale permettra de disposer d'outils réellement dimensionnés aux problématiques liées à la connaissance scientifique, comme par exemple celles liées aux ressources halieutiques.

Enfin, le GECT œuvrera pour une reconnaissance internationale du particularisme écologique des Bouches de Bonifacio, dans le cadre notamment d'une demande de classement des Bouches de Bonifacio au patrimoine mondial de l'UNESCO et du suivi du renforcement de la sécurité maritime dans ce détroit international.

* *Gestionnaire de la réserve naturelle des Tre Padule de Suartone, de la réserve naturelle des îles Cerbiciale, de la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio et des terrains du Conservatoire du littoral qui la bordent.*

Barcelone-Perpignan en TGV

Le 9 janvier dernier, la ligne de train à grande vitesse permettant de relier la capitale catalane, Barcelone, à Perpignan côté français, est entrée en fonctionnement. Il s'agit d'une grande avancée pour favoriser les échanges et la mobilité au sein de l'Espace catalan transfrontalier, ainsi que plus largement au niveau européen : pour le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, cette ligne "ouvre la porte de l'Europe à l'Espagne".

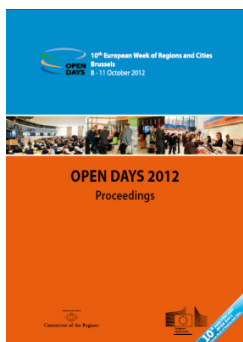
Colloque interdisciplinaire

Un colloque interdisciplinaire intitulé "Les frontières ont-elles encore du sens ?" s'est tenu du 24 au 26 janvier à Marseille, organisé par l'Institut catholique de la méditerranée. De nombreux acteurs de la coopération, universitaires et chercheurs, se sont réunis pour réfléchir au "sens de l'action et de l'engagement d'une démarche ou d'un projet de coopération" dans le contexte de la mondialisation : "pourquoi faut-il partager des valeurs

communes pour réussir une démarche de coopération, et pour construire une communauté de destin dans un contexte transfrontalier ?" Le colloque a mis en avant l'importance du dialogue interculturel et des transferts de savoirs et de savoir-faire dans la coopération territoriale européenne. Jean-Peyrony, directeur général de la MOT y est intervenu sur le thème des "frontières et de la cohésion territoriale".

ACTUALITÉS EUROPE

Brochure "Open Days 2012"



Les actes de la 10^{ème} Semaine européenne des régions et des villes ont été publiés. Une synthèse des principaux ateliers organisés à Bruxelles y est présentée.

Rappelons que la MOT avait organisé l'atelier 09A15: "Quels outils de développement local intégré pour bâtir les territoires transfrontaliers : bonnes pratiques et perspectives pour la période 2014-2020", le 9 octobre.

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2012/doc/cdr_opendays_conclusions_2012.pdf

ACTUALITÉS DE LA MOT

Etude sur la capitalisation du programme ALCOTRA

Le 24 janvier à Marseille s'est tenue la conférence de restitution d'une étude menée par la MOT sur le programme européen de coopération territoriale franco-italien ALCOTRA, en présence de Joël Giraud, vice-président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Gilles Barsacq, secrétaire général pour les affaires régionales de PACA.



Le conseil régional PACA et les conseils généraux des Alpes de Haute-Provence, des Hautes-Alpes et des Alpes-Maritimes ont confié à la MOT une étude sur la capitalisation des projets ALCOTRA*, qui a été menée entre août 2012 et janvier 2013.

L'objectif du travail était de tirer un bilan qualitatif des projets et de capitaliser ces expériences après plus de vingt ans d'existence du programme européen, en vue de la nouvelle période de programmation 2014-2020.

L'étude a mis l'accent sur les enseignements tirés des projets et la mise en réseau des acteurs

impliqués. Cette démarche, originale dans le cadre d'un programme européen, a démontré sa forte valeur ajoutée, notamment par la valorisation des vécus transfrontaliers et l'importance des rencontres entre les acteurs du terrain.

Les actions menées ont été nombreuses : analyses quantitatives sur les projets, enquête à laquelle ont répondu 36 porteurs de projets, entretiens avec les partenaires institutionnels du programme, et organisation de trois séminaires de capitalisation (9 novembre 2012 à Digne-les-Bains, 15

novembre 2012 à Gap et 20 novembre 2012 à Nice), qui ont réuni au total plus de 100 personnes.

Lors de la conférence de restitution du 24 janvier, Joël Giraud a souligné que le réseau d'animation sur le territoire du programme et la capitalisation telle qu'elle a été promue dans le cadre de l'étude, sont très importants pour accompagner la vie des projets.

La synthèse et les conclusions de l'étude peuvent être téléchargées sur l'Espace adhérents du site de la MOT.
[Le séminaire en vidéo.](#)

**Réalisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur.*

La MOT publie un "guide méthodologique"

C'est dans un contexte dynamique de réforme - redéfinition de la politique transfrontalière et processus de décentralisation en France, préparation de la programmation 2014-2020 au niveau européen - que la MOT a réalisé un guide méthodologique visant à améliorer l'articulation entre la politique de cohésion, les dispositifs de gouvernance et les logiques territoriales transfrontalières.

La version finalisée de ce document est disponible sur le site de la MOT*.

Le guide se destine en priorité aux collectivités territoriales, aux services des Etats, aux institutions et programmes européens et, plus largement, à l'ensemble des acteurs de la coopération transfrontalière. Il présente un diagnostic de la coopération sur l'ensemble des frontières françaises, un diagnostic transversal général, puis une série de recommandations visant à améliorer le cadre de mise en œuvre de la coopération transfrontalière.

Ce travail a été mené par la MOT

dans le cadre d'une étude co-financée par le programme Europ'Act. Il est l'aboutissement d'un an et demi d'investigations et de travail de terrain, basé sur près de 75 entretiens avec les acteurs majeurs de la coopération transfrontalière.

* www.espaces-transfrontaliers.eu
Vous pouvez également consulter :
- en français : [résumé \(20p\)](#) - [synthèse \(6p\)](#)
- en anglais : [résumé](#) - [synthèse](#)
- en italien : [synthèse](#).



Etude cofinancée par l'Union européenne. L'Europe s'engage en France avec le Fonds européen de développement régional.



REVUE DE PRESSE

▲ Politique de cohésion : le PE redit sa volonté d'un financement 'à son niveau actuel'

Europe Information Service, 16 janvier

"Les députés européens redisent, dans un rapport d'initiative adopté le 15 janvier en session plénière à Strasbourg, que le budget pour la politique de cohésion après 2013 doit au moins être maintenu à son niveau actuel. Une position défendue depuis maintenant plus de deux ans, qui ne parvient toutefois pas à convaincre le Conseil des ministres. Pour les députés, un tel niveau de soutien est nécessaire pour pouvoir aider les régions sur tout le territoire de l'Union. Dans le même rapport, ils insistent sur un autre principe qui leur est cher : la gouvernance multi-niveaux, c'est-à-dire l'association des différents niveaux de gouvernement à la politique de cohésion."

▲ Et au milieu coulait une frontière

Le Monde Magazine, 29 décembre

"1993-2013. Le 1er janvier, la libre circulation en Europe [a eu] 20 ans. En quoi l'ouverture a-t-elle changé la vie des frontaliers français ? Du Nord-Pas-de-Calais à Hendaye, en passant par le Doubs et les Alpes, 2 889 km de road-movie à la rencontre de ceux qui vivent aux extrêmes."

▲ Coup d'accélérateur à Esch-Belval

Le Républicain lorrain, 19 janvier

"Le projet d'écocité Alzette-Belval entre dans une phase opérationnelle avec l'engagement d'une subvention pour lancer les études d'ingénierie. 'Ce ne sera pas une éco-agglomération banale. C'est un projet de haut niveau. Nous accélérons les choses pour entrer dans le vif du sujet en l'inscrivant dans le cadre financier du Grand Emprunt."

▲ Quattropole scrutée l'horizon 2030

Le Moniteur, 11 janvier

"Grande Région - Les maires et représentants de Sarrebruck, Trèves et Luxembourg, invités fin novembre par la Ville de Metz, ont tracé les lignes directrices du réseau transfrontalier Quattropole. Les quatre Villes partagent la volonté de renforcer l'attractivité de leurs centres et adaptent leurs outils prospectifs à des situations différentes."

▲ Nouvelle frontière

Dernières Nouvelles d'Alsace, 17 janvier

"À quoi ressembleront les rives du Rhin dans dix ans ? Kehl et Strasbourg ont lancé un concours d'urbanisme pour réfléchir ensemble à l'aménagement de leurs anciennes zones douanières. Le jury se réunit aujourd'hui. Aménagement des berges, abords du futur pont tram-piétons-cyclistes, abords de la future ligne de tram D vers Kehl, logements, équipements culturels d'importance..."

▲ Célébrer les 50 ans du traité de l'Élysée

L'Alsace, 20 janvier

"La Ville de Mulhouse et l'Université populaire ont bâti un programme autour de l'acte fondateur de l'amitié franco-allemande. Pour l'adjointe Christiane Eckert, la célébration du cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée - scellant la réconciliation franco-allemande, le 22 janvier 1963 - s'est imposée comme une évidence à la Ville..."

▲ Un accord transfrontalier franco-genevois pour la gestion de l'eau

Journal des Communes, 1 janvier

"L'eau est une ressource partagée à l'échelle de l'agglomération franco-valdo-genevoise. Afin d'assurer la gestion au quotidien de ce patrimoine commun, quatorze représentants des autorités et collectivités suisses et françaises ont signé un protocole d'accord transfrontalier pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques du Grand Genève."

▲ Un parc national en Tchoukotka, projet russo-américain autour du détroit de Bering

AFP, 17 janvier

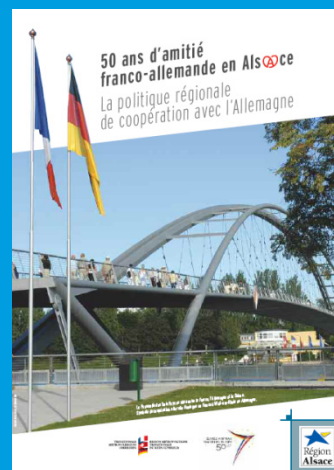
"La Russie a créé jeudi un nouveau parc national dans la région de la Tchoukotka (extrême Nord-Est) qui fera partie d'une zone protégée russo-américaine de part et d'autre du détroit de Bering, un projet conçu il y a 20 ans par Mikhaïl Gorbatchev."

50 ans d'amitié franco-allemande en Alsace

A l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Traité de l'Élysée et de l'année franco-allemande 2012-2013, la Région Alsace a édité une brochure qui témoigne des grandes lignes de sa politique de coopération avec l'Allemagne et des multiples projets franco-allemands menés dans de nombreux domaines.

« Du fait de sa situation géographique, l'Alsace est un partenaire naturel de la coopération transfrontalière avec les Länder voisins, le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat. Au sein de l'espace privilégié qu'est le Rhin Supérieur - associant également la Suisse du Nord-Ouest - la Région Alsace travaille avec ses partenaires pour faire de cette zone frontalière un espace intégré. La Région Alsace vous invite donc à découvrir ses ambitions, ses engagements et ses projets en faveur de la coopération transfrontalière dans une brochure régionale franco-allemande. » a souligné Philippe Richert, président du Conseil régional d'Alsace, ancien ministre, à l'occasion de cette parution.

<http://www.region-alsace.eu/actualite/la-region-alsace-celebre-le-50eme-anniversaire-du-traite-de-l-elysee>



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : tous droits réservés ; page 1 :
Andréa Alborno ; page 2 : Bonnenfant/OEC

Pour vous abonner, modifier ou supprimer
votre abonnement :
www.espaces-transfrontaliers.eu
(onglet "Newsletter")

